



**DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS**

**DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

REUNION DU 26 MAI 2026

PRESIDENCE DE MONSIEUR JEAN-CLAUDE LEROY

**Secrétaire** : Mme Emmanuelle LAPOUILLE

**Étaient présents** : M. Jean-Claude LEROY, Mme Mireille HINGREZ-CÉRÉDA, M. Daniel MACIEJASZ, Mme Valérie CUVILLIER, Mme Maryse CAUWET, M. Ludovic LOQUET, Mme Bénédicte MESSEANNE-GROBELNY, M. Jean-Claude DISSAUX, Mme Laurence LOUCHAERT, Mme Karine GAUTHIER, M. Alain MEQUIGNON, Mme Evelyne NACHEL, Mme Florence WOZNY, M. Jean-Jacques COTTEL, Mme Caroline MATRAT, M. Sébastien CHOCHOIS, Mme Sophie WAROT-LEMAIRE, M. André KUCHCINSKI, Mme Fatima AIT-CHIKHEBBIH, M. Pierre GEORGET, Mme Carole DUBOIS, M. Olivier BARBARIN, M. Etienne PERIN, Mme Maryse DELASSUS, M. Claude BACHELET, M. Bruno COUSEIN, Mme Emmanuelle LAPOUILLE, M. Alexandre MALFAIT, Mme Sylvie MEYFROIDT, M. Frédéric MELCHIOR, Mme Brigitte PASSEBOSC, M. François LEMAIRE, M. Marc SARPAUX, Mme Marie-Line PLOUVIEZ, M. Steeve BRIOIS, M. Ludovic PAJOT, M. René HOCQ, Mme Emmanuelle LEVEUGLE.

**Excusé(s)** : Mme Blandine DRAIN, M. Laurent DUPORGE, Mme Zohra OUAGUEF, Mme Maïté MULOT-FRISCOURT, Mme Stéphanie RIGAUX, M. Philippe FAIT.

**Assistant également sans voix délibérative** : M. Jean-Louis COTTIGNY, M. Bertrand PETIT.

**Excusé(s) sans voix délibérative** : M. Michel DAGBERT, M. Jean-Marc TELLIER.

**CONVENTION 2026 ENTRE LE DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS ET  
L'ASSOCIATION DES COMMUNES MINIÈRES DE FRANCE**

(N°2026-159)

La Commission Permanente du Conseil départemental du Pas-de-Calais,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et, notamment, ses articles L.3121-14, L.3121-14-1, L.3211-1 et L.3211-2 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et, notamment, ses articles L.1111-2 et L.1111-4 ;

**Vu** l'Engagement pour le Renouveau du Bassin Minier du Nord et du Pas-de-Calais signé le 07/03/2017 ;

**Vu** la délibération n°2021-257 du Conseil départemental en date du 01/07/2021 « Délégation d'attributions à la Commission Permanente » ;

**Vu** le rapport du Président du Conseil départemental, ci-annexé ;

**Vu** l'avis de la 5<sup>ème</sup> commission « Solidarité territoriale et partenariats » rendu lors de sa

réunion en date du 04/05/2026 ;

Après en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

D'attribuer, à l'Association des Communes Minières de France, une subvention de 25 000 € pour l'année 2026, selon les modalités reprises au rapport joint à la présente délibération.

**Article 2 :**

D'autoriser le Président du Conseil départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, avec l'Association des Communes Minières de France, la convention 2026 qui fixe les modalités de versement de cette subvention, dans les termes du projet joint en annexe à la présente délibération.

**Article 3 :**

La dépense versée en application de l'article 1 de la présente délibération est imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation budgétaire	Libellé Opération	CP €	Dépense €
C05-515E01	65748//93515	Subventions de fonctionnement - zones minières	25 000,00	25 000,00

Dans les conditions de vote ci-dessous :

Pour : 44 voix (Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain ; Groupe Union pour le Pas-de-Calais ; Groupe Rassemblement National ; Non-inscrit) Contre : 0 voix Abstention : 0 voix
--

**(Adopté)**

.....  
LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Jean-Claude LEROY

ARRAS, le 26 mai 2026

Pour le Président du Conseil départemental,  
La Directrice générale des services,

Signé

Maryline VINCLAIRE

Pôle aménagement et développement territorial  
Direction accompagnement des territoires

..... **CONVENTION 2026**

Objet : partenariat avec l'association des Communes Minières de France

Entre :

**Le Département du Pas-de-Calais**, dont le siège est en l'Hôtel du Département rue Ferdinand Buisson 62018 Arras Cedex 9,

identifié au répertoire SIRET sous le n° 226 200 012 00012,

représenté par **Monsieur Jean-Claude LEROY**, Président du Conseil départemental, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente en date du 26 mai 2026,

ci-après désigné par « le Département »

d'une part,

Et :

**L'association des Communes Minières de France**, dont le siège est situé 3 rue Jules Bedart, 62800 Liévin.

identifiée au répertoire SIRET sous le n° 413 140 591 00046,

représentée par **Monsieur Jean-Pierre KUCHEIDA**, Président de l'association des communes minières de France,

ci-après désignée par « le bénéficiaire »

d'autre part.

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

**Vu** la délibération du Conseil départemental du 26 septembre 2022 portant adoption du Pacte des solidarités territoriales « Agir avec vous pour bien vivre dans le Pas-de-Calais » ;

**Vu** la délibération de la Commission Permanente du 26 mai 2026 « Convention 2026 entre le Département du Pas-de-Calais et l'association des communes minières de France », approuvant la présente convention et autorisant son Président à la signer ;

Il a été convenu ce qui suit :

## Préambule :

L'association des communes minières de France (ACOM France) a été créée en 1970 par les élus du Bassin minier Nord-Pas de Calais afin de se préparer le plus en amont à la fermeture des mines. L'association a ainsi pour objet principal d'intervenir auprès des pouvoirs publics nationaux et européens, ainsi qu'auprès des exploitants pour une meilleure prise en compte des enjeux miniers et de reconversion touchant les communes et leurs populations. Elle intervient notamment dans les domaines suivants :

- Le développement socio-économique des bassins miniers,
- La réhabilitation urbaine et le traitement des désordres générés par l'activité minière et celle des carrières,
- Le respect des droits des mineurs et de leurs ayant-droits,
- La valorisation du patrimoine culturel des bassins miniers.

A ce titre, ACOM France veille à :

- défendre les communes et leurs populations qui connaissent ou qui ont connu l'exploitation de leur sol ou de leur sous-sol (ou qui sont concernées directement ou indirectement par cette exploitation) ;
- aider l'ensemble des communes minières de France dans leurs démarches pour aménager et développer leur territoire ;
- défendre les intérêts des communes et des habitants dans le cadre de l'après-mine (environnement, social, santé, aménagement, culture...) ; ACOM France accompagne également les communes dans leurs démarches de médiation, interpellation ou recours envers les services de l'Etat ;
- sensibiliser la population aux économies d'énergie, pour jouer un rôle majeur dans la lutte contre la précarité énergétique ;
- sensibiliser les élus à la transition énergétique (panneaux photovoltaïques, géothermie...) mais aussi aux énergies de transition comme le gaz de mine (accessible pour 11 communes dans le Pas-de-Calais) et à la recherche sur l'hydrogène natif.

En outre, ACOM France constitue au niveau national un réseau entre les collectivités concernées par les questions minières. Ce réseau permet un échange d'expériences et de bonnes pratiques entre les adhérents et l'association.

Grâce aux retours d'expériences qu'elle capitalise, ACOM France propose aussi à ses adhérents un service de conseil notamment sur les questions du droit de l'urbanisme et de l'environnement minier, et de façon générale, sur toutes les questions du développement des territoires miniers.

ACOM France intervient au niveau des instances européennes en sa qualité de membre fondateur d'EURACOM, l'Association des Régions Minières d'Europe. Dans ce cadre l'association coopère avec les associations des communes minières d'Espagne, du Portugal, de Pologne, d'Ukraine et d'Allemagne.

L'association représente aujourd'hui 273 communes minières adhérentes réparties sur 29 départements (82 communes pour le Pas-de-Calais) ainsi que 7 associations locales. ACOM France est ainsi constituée en trois pôles : Nord-Pas de Calais, France, Europe et International. Les membres du Conseil d'administration sont représentatifs de l'ensemble des bassins miniers du pays quelles que soient leur taille ou la substance exploitée.

## Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités du concours financier du Département aux actions qui seront menées par l'association des communes minières de France sur le territoire du Pas-de-Calais pendant l'année 2026, en prenant en compte les compétences et priorités départementales et les principaux axes de travail identifiés avec le partenaire.

## Article 2 : Programme d'action 2026

Dans le cadre de ses activités sur le territoire du Pas-de-Calais, le bénéficiaire sera amené à réaliser les actions suivantes en 2026 :

- **Organisation des assises nationales de l'énergie** (le 10 avril 2026 au stade couvert régional de Liévin) pour partager des regards d'experts sur le sujet complexe de la transition écologique et énergétique. En 2026, un focus sera fait sur le projet Regalor 2 conduit en Moselle avec le lancement d'un forage scientifique destiné à explorer le potentiel d'hydrogène naturel décarboné du sous-sol lorrain. Ce projet est mené par La Française de l'Énergie (FDE) avec l'appui scientifique du laboratoire GeoRessources (CNRS – Université de Lorraine).

- Accompagnement des partenaires sur la thématique de la santé avec l'organisation d'un **colloque sur « la santé environnementale »**.
- Participation au programme **Engagement pour le renouveau du bassin minier** (ERBM) notamment aux groupes de travail « Santé » et à celui sur « l'Energie ».
- Participation aux réflexions de l'association **Cités jardins** créée en septembre 2024 pour valoriser les jardins miniers.
- **Accompagnement en ingénierie auprès des communes minières** au titre de la solidarité territoriale, le Département porte une attention particulière sur l'ingénierie d'expertise d'ACOM France, aux activités de conseil et de retours d'expériences auprès des communes minières :
  - Participation d'ACOM France aux réunions annuelles de l'instance régionale de concertation, qui permettent l'information sur les mesures de prévention et de surveillance des risques miniers. Chaque année, ACOM France informe les communes sur les différents bilans de surveillance ;
  - Suivi de la réforme du Code minier (inclus dans la loi Climat et résilience) pour une meilleure prise en compte des séquelles minières et anticipation sur les projets de réouverture des mines ;
  - Participation aux réunions du comité interdépartemental de suivi des risques miniers du Nord-Pas de Calais ;
  - Poursuite de la commission de surveillance des terrils en lien notamment avec le SDIS 62 : sensibilisation aux problématiques de réchauffement et d'incendie des terrils suite aux aléas climatiques.
- **Activités européennes et internationales** : les activités d'ACOM France et de Lianes coopération dans le cadre des programmes européens feront l'objet d'une information auprès de la Direction de l'Accompagnement des Territoires. ACOM France gère le secrétariat d'EURACOM (association des régions minières d'Europe) et accompagne les projets de création d'associations de communes minières dans différents pays.
- Veille sur la création d'un Fonds européen en faveur des régions charbonnières de l'Union

### européenne. **Article 3 : Engagements des partenaires**

**Le bénéficiaire** s'engage à associer en amont le Département, en sa qualité de membre, aux travaux et réflexions portant sur le champ des compétences départementales notamment en matière de gaz de mine, d'enjeux énergétiques, de santé sur le territoire du Bassin minier du Pas-de-Calais, de projets européens et de ses activités dans le cadre de l'Engagement pour le renouveau du Bassin Minier (ERBM).

Il pourra également être demandé, une fois par an, au bénéficiaire un temps de mise en valeur de ses travaux et analyses territoriales auprès des élus départementaux.

**Le Département** s'engage à :

- communiquer les documents partageables (statistiques, données, études...) pouvant être utiles à la réalisation des travaux présentés dans le programme d'action tel que défini à l'article 2 ;
- associer, le cas échéant, le bénéficiaire aux études réalisées sous maîtrise d'ouvrage départementale puis lui communiquer ;
- contribuer à la mise en œuvre du programme d'action 2026 dans ses champs de compétences propres.

### **Article 4 : Période d'application de la convention**

La présente convention entre en vigueur dès sa signature. Les axes de partenariat mentionnés à l'article 2 de ladite convention devront être réalisés durant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au 31 décembre 2026.

Le bilan de la réalisation des actions mentionné à l'article 6 devra être fourni avant le 30 juin 2027.

## Article 5 : Montant de la subvention

Au titre de l'année 2026, le Département attribue une subvention de **25 000 €** au bénéficiaire afin de réaliser les actions prévues à l'article 2.

## Article 6 : Modalités de versement

La subvention sera versée en une seule fois à la signature de la convention.

Néanmoins, le bénéficiaire s'engage à fournir au Département, au plus tard le 30 juin 2027 les éléments suivants :

- Le rapport d'activité et financier (comptes et budget certifiés conformes de l'année écoulée) ;
- Une note synthétique précisant les résultats obtenus en référence aux engagements pris dans le cadre de la présente convention. Cette note mettra notamment en évidence les actions spécifiques menées conjointement entre le bénéficiaire et le Département.

Le paiement sera établi par virement effectué par Monsieur le Payeur Départemental (comptable assignataire de la dépense) au compte :

Titulaire du compte

: Domiciliation

IBAN :

BIC :

## Article 7 : Obligations de communication

Le Département sera particulièrement attentif à ce que le partenariat avec le bénéficiaire lui permette également de développer sa visibilité et la reconnaissance de son rôle de partenaire institutionnel.

Pour cela, le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations mentionnées ci-dessous.

Sur les supports de communication, il s'agira d'apposer le logo du Conseil départemental « 62, Pas-de-Calais Mon Département » de façon parfaitement visible et lisible sur les supports (téléchargement sur <https://pasdecalais.fr>, rubrique « Divers », sous rubrique « Logotype ») :

- Documents de communication print (affiches, plaquettes, flyer, journal/gazette édités par le bénéficiaire...),
- Signalétique événementielle réalisée pour une manifestation le cas échéant,
- Invitations pour un évènement le cas échéant.

Aussi, toute action réalisée avec l'aide technique ou financière du Département devra être valorisée sur chacun des supports de promotion qui lui est dédié :

- Communiqués ou dossiers de presse + lors des interviews ou articles consacrés,
- Réseaux sociaux et sites Internet : rappel du partenariat en taguant les pages #Le Pas-de-Calais.

**L'ensemble des obligations de communication ainsi que la charte graphique du Département du Pas-de-Calais figurent sur le site internet du Département : <https://pasdecalais.fr>, rubrique « Partenaires », sous rubrique « Contreparties communication ».**

## Article 8 : Modalités de Suivi et de Contrôle

Modalités de suivi :

A la demande du Département, le bénéficiaire pourra être appelé à présenter devant les instances élues du Département, l'avancement des travaux mis en œuvre en application de cette convention. A leur demande, et dans le respect du règlement intérieur de l'association, les représentants du Département auront accès à toute information attestant de la mise en œuvre des actions prévues dans cette convention.

Le bénéficiaire associera également les services départementaux thématiques et des territoires compétents lors des réunions de travail relevant de politiques publiques départementales.

### Modalités de contrôle :

Le Département pourra faire procéder à toute vérification qu'il jugera utile pour s'assurer que le bénéficiaire réalise effectivement ses engagements. La Direction des finances du Département pourra se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à la vérification des comptes rendus fournis par le bénéficiaire.

Dans ce cadre, le bénéficiaire s'engage :

- à affecter l'intégralité des concours financiers accordés par le Département à la réalisation des objectifs du programme d'actions ;
- à rechercher, par ses propres moyens, d'autres sources de financement aussi importantes que possible ;
- à tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives) ;
- à fournir au Département un compte-rendu financier de l'emploi des crédits alloués, le budget et les comptes de l'exercice écoulé (un bilan, un compte de résultats et annexes) assorti de toutes les justifications nécessaires. Ce bilan financier détaillé devra être transmis dans un délai de 6 mois à compter de la fin de l'exercice concerné ;
- à communiquer au Département, copie de ses statuts et des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901 pris pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association (déclarations relatives aux changements intervenus dans l'administration ou la direction de l'association), ainsi que tout acte portant modification des statuts ou portant dissolution de l'association ;
- à ne pas reverser la subvention à d'autres organismes, selon l'interdiction prévue à l'article L 1611-4 du

### **CGCT. Article 9 : Modification de la convention**

Toute modification dans l'exécution de la présente convention pourra faire l'objet d'un avenant qui sera soumis à la signature des contractants.

### **Article 10 : Reversement et résiliation**

Le bénéficiaire s'engage à informer sans délai le Département de tout fait de nature à entraîner la non-réalisation des actions qui font l'objet de la présente convention.

En cas d'inexécution totale ou partielle des engagements :

- la présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'un ou l'autre des signataires, après une mise en demeure restée sans effet dans un délai d'un mois ;
- le Département se réserve le droit de résilier, sans préavis ni versement d'une quelconque indemnité, la présente convention et de réclamer le remboursement total ou partiel de la subvention versée au moment de la conclusion de la présente convention.

### **Article 11 : Règlement des litiges**

En cas de différend relatif à l'exécution des dispositions de la présente convention, les parties tenteront un règlement amiable. En cas d'échec de ce dernier, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Lille.

Fait à Arras, le

En deux exemplaires originaux,

Pour le Département du Pas-de-Calais,  
Le Président du Conseil départemental

Pour l'association des Communes Minières de France,  
Le Président

**Jean-Claude LEROY**

**Jean-Pierre KUCHEIDA**

# DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

Pôle Aménagement et Développement Territorial  
Direction Accompagnement des Territoires

**RAPPORT N°7**

Territoire(s): Tous les territoires

## **COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

### **REUNION DU 26 MAI 2026**

#### **CONVENTION 2026 ENTRE LE DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS ET L'ASSOCIATION DES COMMUNES MINIÈRES DE FRANCE**

L'association des communes minières de France (ACOM France) a été créée en 1970 pour anticiper la fermeture des mines. Elle a pour objet principal d'intervenir auprès des pouvoirs publics nationaux et européens, ainsi qu'auprès des exploitants pour une meilleure prise en compte des enjeux miniers et de reconversion touchant les communes et leur population.

ACOM France se mobilise notamment pour le développement socio-économique des bassins miniers, le traitement des désordres générés par l'activité minière, le respect des droits des mineurs et de leurs ayant-droits ainsi que la valorisation du patrimoine culturel des bassins miniers.

En juin 2025, ACOM France a modifié ses statuts pour pouvoir prendre en compte, en plus des enjeux miniers, ceux propres aux carrières. Cet élargissement du périmètre d'intervention de l'association est la résultante des conclusions du projet européen RISSC (Risques Sous-Sol engendrés par les terrains sous-Cavés). Ce programme européen concernait les Régions de Wallonie et des Hauts-de-France qui comptent sur leur territoire de nombreuses cavités souterraines (mines, carrières, karsts...) induisant souvent une menace à l'égard de la sécurité des personnes, des biens immobiliers, des projets d'aménagement de certains territoires.

ACOM France réalise pour les communes et leurs populations qui connaissent ou qui ont connu l'exploitation de leur sol ou de leur sous-sol des accompagnements, conseils et partages d'expériences dans les domaines de l'aménagement, l'environnement, le social, la santé, la culture... Elle accompagne également les communes dans leurs démarches de médiation, d'interpellation ou de recours envers les services de l'Etat.

L'association intervient par ailleurs au niveau des instances européennes en tant que membre fondateur de l'Association des Régions Minières d'Europe (EURACOM) et coopère avec les associations des communes minières d'Espagne, du Portugal, de Pologne, d'Ukraine et d'Allemagne.

En 2025, l'association représente 273 communes adhérentes réparties sur 29 départements (82 communes pour le Pas-de-Calais), ainsi que 7 associations locales.

L'an dernier, dans le Pas-de-Calais, l'association s'est particulièrement mobilisée pour la délivrance par l'État de l'autorisation à la Française de l'énergie (FDE) d'exploiter le gaz de mine sur 18 sites dans le bassin minier du Nord - Pas de Calais contre quatre actuellement (Lourches, deux sites à Avion et un à Divion) ; l'objectif restant de faire bénéficier un nombre croissant de collectivités et d'habitants de cette énergie locale.

Un colloque sur « la santé dans le bassin minier » a également été organisé le 14 novembre 2025 associant l'Université d'Artois, la Communauté d'agglomération de Lens-Liévin (CALL), la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, le groupe Filièris, l'Association Hospitalière Nord Artois Cliniques (AHNAC), le Centre Hospitalier de Lens, la Communauté Professionnelle Territoriale de Santé (CPTS) de Liévin - Pays d'Artois, l'Agence régionale de santé Hauts-de-France (ARS), l'Observatoire régional de la santé et du social, les départements du Nord et du Pas-de-Calais, la Fédération hospitalière de France (FHF).

Pour l'année 2026, dans le cadre de ses activités sur le territoire du Pas-de-Calais, ACOM France sera amenée à réaliser notamment les actions suivantes :

- Organisation des assises nationales de l'énergie (le 10 avril 2026 au stade couvert régional de Liévin) pour partager des regards d'experts sur le sujet complexe de la transition écologique et énergétique. En 2026, un focus sera fait sur le projet Regalor 2 conduit en Moselle avec le lancement d'un forage scientifique destiné à explorer le potentiel d'hydrogène naturel décarboné du sous-sol lorrain. Ce projet est mené par La Française de l'énergie (FDE) avec l'appui scientifique du laboratoire GeoRessources (CNRS – Université de Lorraine).
- Accompagnement des partenaires sur les thématiques portées dans le cadre de l'Engagement pour le Renouveau du Bassin Minier (ERBM) dont la thématique de la santé avec la prévision d'un colloque sur « la santé environnementale ».
- Veille sur la création d'un Fonds européen en faveur des régions charbonnières de l'Union européenne.
- Accompagnement en ingénierie auprès des communes minières : au titre de la solidarité territoriale, le Département porte une attention particulière sur l'ingénierie d'expertise d'ACOM France, aux activités de conseil et de retours d'expériences auprès des communes minières :
  - Participation d'ACOM France aux réunions annuelles de l'instance régionale de concertation, qui permettent l'information sur les mesures de prévention et de surveillance des risques miniers. Chaque année, ACOM France informe les communes sur les différents bilans de surveillance ;
  - Participation aux réunions du comité interdépartemental de suivi des risques miniers du Nord-Pas de Calais ;
  - Suivi de la réforme du Code minier (inclus dans la loi Climat et résilience) pour une meilleure prise en compte des séquelles minières et anticipation sur les projets de réouverture des mines ;
  - Accompagnement des communes minières sur les problématiques de réchauffement et d'incendie des terrils suite aux aléas climatiques :

actions sur les instances nationales et le gouvernement pour un encadrement juridique et financier sur le réchauffement des terrils suite aux épisodes de chaleur caniculaire de l'été 2022 et poursuite des travaux de la commission de surveillance des terrils avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) 62.

Compte tenu des activités précédemment évoquées, et au regard des compétences du Conseil départemental dans le domaine des solidarités territoriales, ainsi qu'en matière d'aménagement des territoires, il est proposé, pour l'année 2026, de poursuivre le partenariat avec ACOM France.

Il convient donc de statuer sur cette affaire et, le cas échéant :

- d'attribuer à l'Association des Communes Minières de France, une subvention de 25 000 € pour l'année 2026 ;
- de m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, avec l'Association des Communes Minières de France, la convention 2026 qui fixe les modalités de versement de cette subvention, dans les termes du projet joint en annexe au présent rapport.

La dépense sera imputée sur le budget départemental comme suit :

Code Opération	Imputation Budgétaire	Libellé Opération	CP	Disponible	Proposition	Solde
C05-515E01	65748//93515	Subventions de fonctionnement - zones minières	25 000,00	25 000,00	25 000,00	0,00

La 5ème Commission - Solidarité territoriale et partenariats a émis un avis favorable sur ce rapport lors de sa réunion du 04/05/2026.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président du Conseil Départemental

SIGNE

Jean-Claude LEROY